

Édition 2021

Le SECO

Portrait du Secrétariat d'État à l'économie



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'État à l'économie SECO



« Le SECO traite les grands dossiers de la politique économique suisse. Notre but est de contribuer à une croissance économique durable, à un taux d'emploi élevé et à des conditions de travail équitables. Dans cette optique, nous fixons les conditions-cadre relatives à la politique économique intérieure et extérieure. Nos collaborateurs s'engagent à préserver l'emploi en Suisse et, partant, en faveur de la prospérité actuelle et future de notre pays. Ce portrait vous donnera un aperçu des tâches et défis variés qui nous occupent. »

Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch
Directrice du SECO

Vue d'ensemble du SECO

Le SECO est le centre de compétence de la Confédération pour les questions de politique économique. Son but est d'assurer une croissance économique durable, un niveau d'emploi élevé et des conditions de travail équitables. C'est pourquoi le SECO définit et met en œuvre les conditions-cadre de politique économique intérieure et extérieure.

6-9

Direction du travail

La Direction du travail est chargée de la surveillance, du pilotage et de l'exécution dans les domaines des conditions de travail, du service public de l'emploi, de l'assurance-chômage et des mesures d'accompagnement. Elle fonde son action sur quatorze lois différentes.

10-13

Direction de la politique économique

La Direction de la politique économique observe l'évolution de l'économie suisse et internationale, identifie les mesures à prendre en matière de politique économique et analyse la législation fédérale touchant à l'économie.

14-17

Direction des affaires économiques extérieures

La Direction des affaires économiques extérieures s'engage pour une économie suisse ouverte. Elle défend les intérêts de notre économie à l'étranger en promouvant un commerce mondial libre et équitable.

18-21

Direction de la promotion économique

La Direction de la promotion économique soutient les processus d'adaptation des PME, épine dorsale de l'économie nationale, et contribue ainsi à renforcer la compétitivité de notre place économique.

22-25

Organisation, droit et accréditation

Le centre de prestations Organisation, droit et accréditation permet au SECO de traiter ses dossiers avec efficacité. L'exécution de la loi fédérale contre la concurrence déloyale et l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité sont également de son ressort.

26-27

Le SECO en images

Nous vous présentons à travers les photographies de la présente brochure les différents environnements de travail quotidiens des collaborateurs du SECO.





Direction du travail

« Par notre action, nous souhaitons permettre à un maximum de personnes en âge de travailler d'exercer une activité lucrative dans des conditions équitables, sûres et saines. »

Boris Zürcher
Chef de la Direction du travail



Direction du travail

Elle veille à établir des règles claires en matière de politique du marché du travail. Cela concerne notamment la protection des travailleurs, l'assurance-chômage, le service de l'emploi et la garantie de libre circulation des personnes.

La Direction du travail (DA) œuvre en étroite collaboration avec les partenaires sociaux et les cantons. L'objectif commun est de permettre, dans la mesure du possible, à toutes les personnes en âge de travailler d'exercer une activité lucrative pour un salaire qui leur permet de vivre dans la dignité et à des conditions qui ne portent pas préjudice à leur santé.

De bonnes conditions-cadre

La protection de la santé des travailleurs est l'une des tâches essentielles du SECO. La dureté de la concurrence et l'évolution de la société confrontent les entreprises à des défis sans cesse renouvelés. Aussi de bonnes conditions générales et de travail (durée du travail et du repos conformes à la loi, p. ex.) sont-elles primordiales. L'économie suisse en tire également profit, car des travailleurs en bonne santé sont beaucoup plus performants et productifs.

Soutien en cas de chômage

Le chômage est directement lié à l'évolution de la conjoncture. Il est important, dans les périodes de haute comme de basse

Selon l'Office fédéral de la statistique, 84,2 % de la population résidente suisse entre 15 et 64 ans exerce une activité lucrative.

conjoncture, de disposer d'outils performants pour soutenir efficacement les personnes concernées. La Direction du travail est responsable de l'assurance-chômage et du service public de l'emploi. En collaboration avec les services cantonaux et les offices régionaux de placement (ORP), elle offre un revenu compensatoire convenable aux demandeurs d'emploi et les aide à réintégrer rapidement et durablement le marché du travail.

Un fructueux partenariat social

Le bon fonctionnement du partenariat social est la pierre angulaire du modèle de réussite suisse. La Direction du travail crée les conditions-cadre à cet effet. Elle promeut le dialogue entre les partenaires sociaux et leur permet de jouer un rôle actif. Grâce à l'extension du champ d'application des conventions collectives de travail, l'État protège concrètement les conventions entre partenaires sociaux, ce qui contribue à préserver la paix sociale.

Libre circulation et surveillance du marché du travail

Suite à l'introduction de la libre circulation des personnes, les ressortissants suisses et ceux de l'UE ont le droit de choisir librement leur lieu de travail. L'ouverture du marché du travail suisse qui en résulte fait l'objet de mesures d'accompagnement destinées à protéger les travailleurs indigènes et étrangers contre des conditions de travail et de salaire abusives. En outre, les conséquences de la libre circulation sur le marché du travail sont analysées en continu dans le cadre du rapport de l'Observatoire. La lutte contre le travail au noir constitue, à côté de la surveillance de l'exécution des mesures d'accompagnement, une autre tâche centrale de la Direction.

Placement et location de services

La Direction du travail surveille, conjointement avec les cantons, les activités des agences de placement et des sociétés de

location de services. Ces activités sont soumises à la loi sur le service de l'emploi, laquelle dispose qu'une autorisation est requise afin de protéger les demandeurs d'emploi et les travailleurs loués. En vérifiant le respect des prescriptions légales, la Direction du travail s'assure que les personnes placées ou louées sont protégées et qu'une saine concurrence s'instaure entre les entreprises.

Engagement en faveur du droit international du travail

La Direction du travail œuvre également au niveau international pour le respect des droits des travailleurs. Elle entretient des contacts bilatéraux avec les ministères du travail, traite des questions économiques et des droits de l'homme, et soutient la promotion des normes internationales du travail. La Direction du travail représente la Suisse auprès des institutions internationales telles que l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Les principales tâches en bref

- Conditions de travail
- Assurance-chômage
- Surveillance du marché du travail et lutte contre le travail au noir
- Placement privé et location de personnel
- Extension du champ d'application des conventions collectives de travail
- Affaires internationales du travail

- www.seco.admin.ch/travail
- www.travail.swiss
- www.pas-de-travail-au-noir.ch
- www.detachement.admin.ch
- www.avg-seco.admin.ch
- www.nap-bhr.admin.ch

Gros plan sur les travailleurs âgés

L'évolution démographique a une influence déterminante sur l'évolution actuelle et future du marché du travail en Suisse. La part des actifs au sein de la population recule. Les baby-boomers arrivent peu à peu à la retraite, mais la relève ne suffit pas à compenser ces départs. D'où l'importance grandissante que revêtent les travailleurs âgés pour le marché du travail en Suisse.

Il est essentiel, dans ces conditions, d'utiliser le potentiel de main-d'œuvre disponible des travailleurs âgés et d'assurer ainsi l'intégration professionnelle optimale de ce groupe de population jusqu'à l'âge de la retraite voire au-delà. Parallèlement, des évolutions se font jour (numérisation, p. ex.) qui constituent également de véritables défis pour les travailleurs âgés. Le système de formation et de formation continue repose sur la flexibilité du marché du travail. La Suisse est ainsi bien armée pour relever les défis induits par l'évolution démographique et la numérisation.

Conscient de l'importance que revêtent les travailleurs âgés pour l'économie suisse, le Conseil fédéral entend renforcer la compétitivité de ce groupe d'âge sur le marché du travail. Il complète, par des mesures de formation et de marché du travail, l'offre existante des services publics de l'emploi et de l'assurance-chômage qui aident les travailleurs âgés à se réinsérer sur le marché du travail en cas de perte d'emploi. La politique suisse du marché du travail est donc bien préparée pour relever les défis d'un monde du travail en mutation.



L'importance des travailleurs âgés n'a cessé de croître ces dernières années.



Direction de la politique économique

« Nous fournissons au Conseil fédéral, au Parlement, à l'administration et au grand public des bases économiques solides pour la prise de décisions. »

Eric Scheidegger
Chef de la Direction de la politique économique



Direction de la politique économique

Une politique économique fondée sur des analyses fiables est indispensable au bon fonctionnement de l'économie. La Direction de la politique économique fournit des bases scientifiques solides aux décideurs économiques de la Confédération.

La Direction de la politique économique (DP) analyse et documente l'évolution économique de la Suisse. Elle met l'accent sur l'analyse conjoncturelle à court, moyen mais aussi long terme, et elle étudie la croissance tendancielle, l'évolution de la productivité et d'autres facteurs déterminants pour la prospérité de la place économique. Elle a également pour mandat de développer les conditions-cadre en matière de concurrence, par exemple la loi sur les cartels et celle sur le marché intérieur. Les collaborateurs fournissent des bases décisionnelles sous forme d'analyses de l'intégration économique mondiale et des défis posés par la numérisation. La Direction de la politique économique défend la position de la Suisse au sein des comités économiques de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE). Elle accompagne en outre les politiques sectorielles notamment dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, des finances, de la santé ou des infrastructures.

Selon l'Office fédéral de la statistique, le PIB de la Suisse représentait 84 769 francs par habitant en 2019.

Elle examine, sous l'angle économique, les projets d'autres offices et départements et s'attache à proposer des alternatives plus efficaces.

Suivi rigoureux de l'évolution de l'économie

La Direction de la politique économique observe la conjoncture nationale et internationale et analyse l'évolution économique actuelle. Elle calcule l'évolution trimestrielle du PIB en se fondant sur des normes internationales. Elle élabore les prévisions pour l'économie suisse dans le cadre du Groupe d'experts de la Confédération. Quatre fois par an, elle publie l'enquête sur le climat de consommation.

Bases de décision politiques

La Direction de la politique économique élabore des bases de décision économiques pour la politique du marché du travail, compétence au carrefour entre la politique sociale et la politique économique. Les thèmes abordés varient en fonction des défis actuels ou potentiels : migration, chômage des jeunes, travailleurs âgés, participation des femmes au marché du travail, emplois atypiques ou politique de formation. Analyser l'évolution générale du marché du travail et l'utilisation des instruments de politique du marché du travail fait également partie de ses attributions. Par ailleurs, elle évalue de façon périodique l'efficacité du service public de l'emploi et des mesures relatives au marché du travail.

En sa qualité de centre de compétence pour les questions réglementaires, la Direction de la politique économique œuvre à l'allègement administratif et à une meilleure réglementation. Elle lutte résolument contre les défaillances du marché et de l'État, et contribue à une croissance économique durable. En s'appuyant sur l'analyse d'impact de la réglementation, elle assiste

les offices compétents dans l'évaluation des conséquences économiques qu'occasionnent les lois ou ordonnances, nouvelles ou révisées. Elle est en outre compétente pour les questions transversales qui concernent par exemple le frein à la réglementation ou les coûts de la réglementation.

Publications économiques

La Direction de la politique économique assume la responsabilité rédactionnelle des publications suivantes du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) : d'une part, La Vie économique, d'autre part, le Portail des feuilles officielles, où sont publiées la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC) et plusieurs feuilles officielles cantonales. Le secteur Publications est en outre responsable de l'exploitation et du développement de la plateforme pour les marchés publics simap.ch. Il s'agit d'une application de cyberadministration conjointe de la Confédération et des cantons.

Les principales tâches en bref

- Analyse du marché du travail et politique sociale
- Estimations trimestrielles du PIB
- Prévisions conjoncturelles
- Climat de consommation
- Analyse et politique de la réglementation
- Croissance et politique de la concurrence
- Publications officielles et économiques

- www.seco.admin.ch/politique-economique
- www.lavieeconomique.ch
- www.fosc.ch
- www.simap.ch

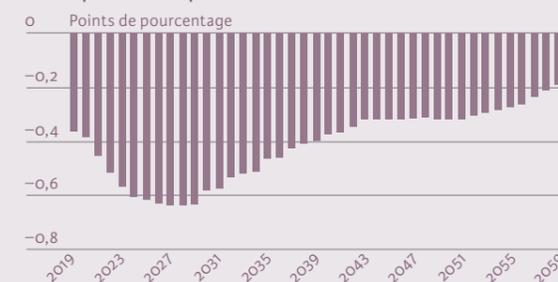
Un niveau de prospérité élevé

En vue de la prochaine législature, la Direction de la politique économique a préparé le rapport de situation sur l'économie suisse. Celui-ci montre que le PIB par habitant, donc le niveau de prospérité de la Suisse, demeure l'un des plus élevés de la zone OCDE. Cela s'explique par la participation record de la population au marché du travail et par le niveau élevé de la productivité du travail. Ces dernières années pourtant, la Suisse a vu son avance s'amenuiser. Depuis la crise financière de 2008/2009, le PIB par habitant a connu une évolution inférieure à la moyenne.

Ces prochaines décennies, le changement démographique mettra encore davantage de pression sur l'économie. D'ici à 2045, le nombre de personnes ayant passé l'âge de la retraite devrait augmenter d'environ un million. Cette évolution entraînera non seulement une hausse des dépenses dans les domaines de la santé et de la prévoyance vieillesse, mais aussi une diminution de la part des actifs au sein de la population. D'après les estimations, elle devrait affaiblir la dynamique de croissance du PIB par habitant d'environ 0,5 point de pourcentage par an dans les dix prochaines années. Ces effets pourraient être atténués si l'on parvient à augmenter l'activité professionnelle des travailleurs plus âgés.

Le renforcement de la productivité du travail va être un enjeu d'importance en raison de l'effet de tassement que le vieillissement démographique induit sur la croissance générale. Depuis la crise financière, la productivité du travail est restée en deçà de la moyenne. Pour la stimuler, le rapport de situation juge nécessaire de renforcer la concurrence en réduisant les obstacles à l'accès au marché, d'alléger la charge administrative et de pratiquer une politique d'ouverture économique. Il y a lieu, parallèlement, de préserver nos atouts : la qualité des infrastructures, une charge fiscale modérée, la participation élevée au marché du travail, la qualité de la formation et la résilience relativement forte de l'économie

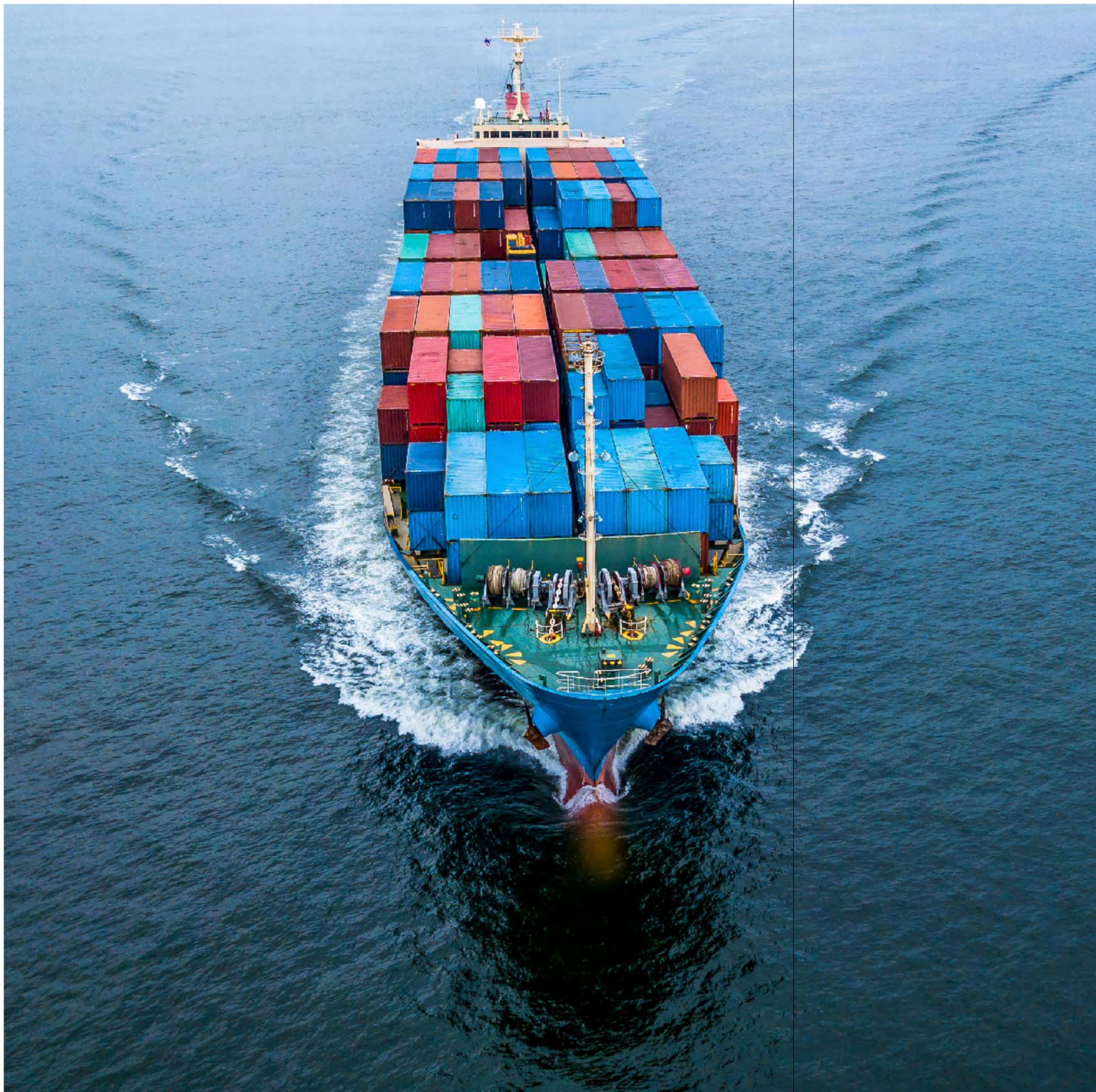
Effet de frein de l'évolution démographique sur la croissance du PIB par habitant par an



Direction des affaires économiques extérieures

« Nous nous engageons pour une économie suisse ouverte et compétitive, et défendons les intérêts de celle-ci tant sur le plan intérieur qu'à l'étranger. »

Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch
Cheffe de la Direction des affaires économiques extérieures



L'économie suisse est tournée vers l'international. La Direction des affaires économiques extérieures ouvre des débouchés à l'étranger aux entreprises indigènes, apporte la sécurité juridique aux exportateurs suisses et s'engage en faveur du développement économique durable.

La Direction des affaires économiques extérieures (DW) défend les intérêts de la place économique suisse à l'étranger et veille à ce que les résultats des négociations soient intégrés dans le droit national. Elle participe à l'élaboration des conditions-cadre qui régissent l'économie mondiale et défend les intérêts économiques de la Suisse dans les grandes organisations multilatérales, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Association européenne de libre-échange (AELE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le G20.

Coopération internationale

Il est essentiel de nouer et d'entretenir de bonnes relations économiques avec les différents pays du monde. C'est pourquoi la Direction des affaires économiques extérieures représente les intérêts économiques et commerciaux de la Suisse vis-à-vis des

La coopération économique au développement du SECO s'engage, au travers de plus de 300 programmes, pour une prospérité durable dans 13 pays prioritaires.

pays étrangers. Elle se fonde sur l'orientation stratégique de la politique économique extérieure de la Suisse définie par le Conseil fédéral.

La Direction des affaires économiques extérieures met en œuvre la coopération économique avec les pays en développement, les pays d'Europe de l'Est, la Communauté des États indépendants et les nouveaux États membres de l'UE. Elle promeut un cadre économique fiable et les initiatives innovantes du secteur privé. Cette approche permet de faciliter l'accès des individus et des entreprises aux marchés, de créer des opportunités et d'ouvrir des perspectives d'emploi décent. Elle contribue ainsi à une croissance économique et une prospérité durable dans les pays partenaires. Pour encore plus d'efficacité, la Direction travaille notamment avec le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et l'organisation des Nations Unies traitant du commerce. Elle y défend aussi les intérêts de la Suisse.

Intégration internationale

La Suisse dispose actuellement, outre la Convention AELE et l'accord de libre-échange avec l'Union européenne (UE), d'un réseau de 30 accords de libre-échange avec 40 partenaires. Un accès aux marchés étrangers libre d'entraves est crucial pour toute l'économie, pas uniquement pour les entreprises multinationales. Près de 70 % des PME suisses sont actives à l'international, que ce soit en tant qu'exportateurs, fournisseurs ou investisseurs.

Les entreprises exportatrices obtiennent ainsi de meilleurs débouchés. Il est également plus facile d'importer des produits. Cela profite non seulement aux entreprises

de production (grâce à des matières meilleur marché) mais aussi aux consommateurs (prix plus bas et plus grand choix de produits). À chaque nouvel accord de libre-échange, la Suisse promeut les normes internationales, comme les dispositions sur l'environnement et les normes de travail liées au commerce, ainsi que des normes générales relatives aux droits de l'homme.

Importance des contrôles à l'exportation

La Suisse est un pays exportateur qui œuvre à l'ouverture des marchés et au libre-échange. Cependant, pour des raisons de politique de sécurité, il est important de contrôler l'exportation, l'importation et le transit de certaines catégories de biens. En périodes de tensions internationales, l'exportation, l'importation et le transit de biens en provenance de Suisse ou à destination de certains pays peuvent être interdits.

La Direction des affaires économiques extérieures est responsable du contrôle à l'exportation du matériel de guerre et des biens à double usage. Elle prononce en outre des mesures de coercition pour s'aligner sur les sanctions décrétées par l'ONU, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ou les principaux partenaires commerciaux de la Suisse.

Les principales tâches en bref

- Expertise dans le domaine des affaires économiques extérieures
- Relations économiques bilatérales
- Commerce mondial
- Coopération et développement économiques

- www.seco.admin.ch/economie-exterieure
- www.seco-cooperation.ch
- www.efta.int
- www.wto.org

Lutter durablement contre la pauvreté

En 2020, le DEFR et le DFAE ont présenté au Conseil fédéral et au Parlement le message sur la stratégie de coopération internationale 2021-2024. En matière de coopération internationale, le SECO se concentre, en vertu de ses compétences clés, sur la coopération économique au développement. Car une croissance économique durable est le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté.

Dans ses programmes, le SECO tient compte des normes environnementales, sociales et de durabilité. Il soutient notamment l'élaboration et la mise en œuvre de mécanismes tarifaires sur le CO₂ incitant les entreprises à miser sur des procédés de fabrication à faibles émissions. Pour le SECO, la protection de l'environnement, le droit du travail ou la biodiversité font partie intégrante d'une politique commerciale d'avenir, dans laquelle le commerce international est au service du développement et de la lutte contre la pauvreté.

Le SECO apporte un soutien ciblé, qui répond aux besoins des pays partenaires tout en générant une plus-value substantielle. Ses activités se concentrent sur treize pays prioritaires. Ces pays jouent un rôle clé pour le développement économique et la stabilité politique dans leur région respective.

Pour un multilatéralisme fort

Dans un deuxième message, le DEFR et le DFAE ont proposé en 2020 au Conseil fédéral et au Parlement que la Suisse participe pour près de 300 millions de francs aux recapitalisations du Groupe de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement. Ces deux banques comptent parmi les organisations multilatérales prioritaires de la coopération internationale de la Suisse. Elles sont des acteurs centraux de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elles renforcent l'effet de levier des activités du SECO et contribuent à la maîtrise des défis mondiaux. En collaboration avec la Banque mondiale, le SECO a ainsi aidé à mettre en place un approvisionnement en électricité fiable et durable pour les habitants et les entreprises de la province du Haut-Badakhchan, au Tadjikistan.



Dans le cadre du programme Better Work (photo : atelier au Vietnam), le SECO aide les entreprises exportatrices du textile et de l'habillement à respecter les normes de travail internationales.

Direction de la promotion économique

« Bien que la Suisse abrite d'importantes multinationales, elle compte avant tout des petites et moyennes entreprises. La pression internationale à l'innovation y est très forte. D'où l'importance de bonnes conditions-cadre et de mesures de promotion ciblées. »

Eric Jakob

Chef de la Direction de la promotion économique



Les entreprises suisses se frottent au quotidien à la concurrence mondiale. La Direction de la promotion économique les soutient dans ce contexte, pour le bien de l'ensemble de l'économie.

Plus de 99 % des entreprises en Suisse sont des PME. Elles emploient au total deux tiers des actifs et sont donc souvent qualifiées d'épine dorsale de notre économie. Les PME souffrent souvent fortement de la charge administrative et du changement structurel. La Direction de la promotion économique (DS) s'attache à améliorer les conditions-cadre pour les PME, à faciliter leur accès au financement et à accroître leur performance économique par des instruments de promotion ciblés. Saisir les opportunités de la numérisation fait également partie de l'équation.

Pour les exportateurs et les investisseurs

L'économie suisse est fortement tributaire du commerce extérieur. La Direction de la promotion économique aide les entreprises suisses à exporter leurs marchandises et leurs services. Par le biais du mandat confié

En 2019, le SECO, conjointement avec les cantons, a garanti le financement de 361 projets au titre de la nouvelle politique régionale.

à Switzerland Global Enterprise (S-GE), elle aide les PME à accéder aux marchés étrangers et à se positionner sur le plan international.

Elle supervise en outre l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV), qui assure les opérations d'exportation d'entreprises suisses contre les risques économiques et politiques.

Afin de maintenir sa compétitivité à l'échelle mondiale et d'attirer des entreprises étrangères (investissements directs), la Suisse a besoin d'un cadre économique favorable, qui se caractérise notamment par la souplesse du marché du travail, le niveau de qualification élevé de la main-d'œuvre et une charge fiscale modérée. Toutefois, c'est loin de suffire. Dans le cadre de la promotion économique, la Confédération et les cantons informent, par le truchement de S-GE, des principales caractéristiques de la place économique et scientifique suisse. Ils accompagnent en outre les investisseurs potentiels désireux de s'implanter en Suisse dans le respect des principes du développement durable.

Promouvoir les régions – renforcer la Suisse

La Direction de la promotion économique soutient les zones structurellement faibles situées dans l'espace rural en général, les régions de montagne et les régions frontalières, et renforce leur compétitivité. Elle encourage par des contributions et des prêts, au titre de la nouvelle politique régionale (NPR), les projets réalisés dans les domaines de l'innovation, de la coopération, du transfert de savoir et des

infrastructures clés. Son objectif est de renforcer l'attrait économique des régions. La NPR favorise en outre la coopération intercantonale et transfrontalière au sein d'espaces économiques fonctionnels afin de mieux exploiter leur potentiel de développement économique. La politique régionale concourt ainsi au développement cohérent du territoire.

Le tourisme revêt une importance considérable pour l'économie suisse, notamment dans l'Arc alpin. C'est la raison pour laquelle la Direction de la promotion économique s'attache à créer des conditions favorables aux entreprises touristiques. Elle soutient les activités liées à l'innovation et à l'investissement ainsi que la collaboration et la professionnalisation dans le secteur touristique suisse. Elle promeut par ailleurs le marketing de la Suisse en tant que destination touristique à travers le mandat confié à Suisse Tourisme (ST), et soutient le secteur de l'hébergement via le mandat confié à la Société suisse de crédit hôtelier (SCH).

Les principales tâches en bref

- Politique PME
- Promotion des exportations
- Promotion de la place économique
- Politique régionale et d'organisation du territoire
- Politique du tourisme

-
- www.seco.admin.ch/promotion-economique
 - www.pme.admin.ch
 - www.easygov.swiss
 - www.serv-ch.com
 - www.s-ge.com
 - www.regiosuisse.ch
 - www.myswitzerland.com
 - www.sgh.ch



Un guichet en ligne pratique

Depuis fin 2017, le portail en ligne pour les entreprises EasyGov.swiss est au cœur de la politique en faveur des PME. À long terme, l'objectif est de permettre aux entreprises de profiter en ligne, sur EasyGov, de toutes les prestations proposées par les autorités, et ce à tous les échelons du système fédéral, efficacement et en toute sécurité. L'offre d'EasyGov s'adresse aux entreprises établies, aux start-up et aux créateurs d'entreprises. Ces derniers peuvent inscrire directement leur entreprise au registre du commerce, à l'AVS, à la TVA ou à l'assurance-accidents. Les entreprises existantes peuvent s'annoncer très simplement auprès d'EasyGov en saisissant leur numéro IDE, et effectuer leurs démarches administratives.

EasyGov fait partie de la stratégie suisse de cyberadministration de la Confédération, des cantons et des communes. Ces trois strates œuvrent, de concert avec des représentants de l'économie, pour alléger la charge administrative des PME. Pendant la législature 2020-2023, il est prévu de développer fortement l'offre de prestations publiques et d'optimiser la plateforme en continu.

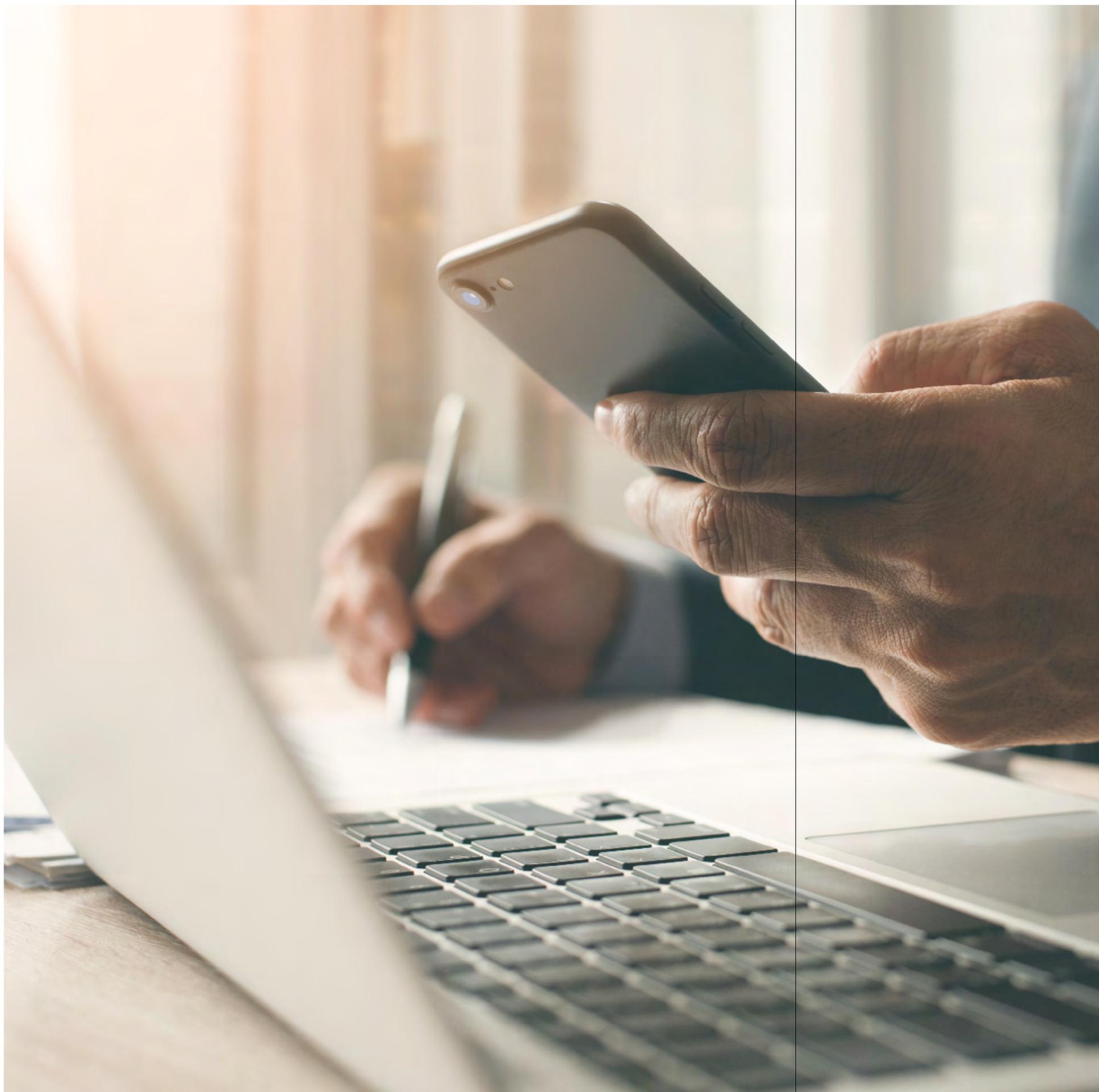
Dans la mesure du possible, les prestations des autorités sont mises à disposition dans EasyGov sans qu'il soit nécessaire de connaître les compétences spécifiques à chaque autorité.

Afin de déterminer les besoins des entreprises en matière de cyberadministration, celles-ci ont été interrogées au début de l'année 2019 dans le cadre de la deuxième étude nationale sur la cyberadministration. Il en ressort que 60 % des entreprises estiment que la difficulté de trouver les offres en ligne des autorités est le principal frein à leur utilisation. D'où l'ambition d'EasyGov de réunir l'ensemble des prestations au sein d'une même plateforme. Il est prévu de développer ce guichet unique par étapes, pour que les entreprises puissent accéder à toutes les prestations publiques proposées via un seul compte et une interface standardisée. Elles ne doivent ainsi enregistrer qu'une seule fois les données courantes relatives à l'entreprise, par exemple l'adresse ou le numéro du registre du commerce.

Organisation, droit et accréditation

« Nous nous engageons pour une concurrence loyale profitant à tous les acteurs du marché et pour des produits fiables et de qualité. Nous intervenons lorsque des intérêts collectifs sont en jeu, et renforçons la qualité et la confiance grâce à nos instruments. »

Catherine Cudré-Mauroux
Cheffe du Centre de prestations Organisation, Droit et Accréditation



Organisation, droit et accréditation

Le centre de prestations Organisation, droit et accréditation permet au SECO de traiter ses dossiers avec efficacité. Le SAS évalue et accrédite les organismes d'évaluation de la conformité.

Outre les prestations juridiques traditionnelles du Centre de prestations Organisation, droit et accréditation (OA), le SECO exerce le droit de la Confédération d'intenter une action en vertu de la loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD). OA défend également les intérêts de la Suisse au sein du Réseau international de contrôle et de protection des consommateurs (RICPC), qui lutte contre les pratiques commerciales déloyales, notamment les arnaques sur internet. En outre, OA élabore des recommandations et des conseils à l'usage des consommateurs, et surveille l'exécution cantonale de l'ordonnance sur l'indication des prix (OIP). Enfin, OA

En 2019, le SECO a reçu plus de 13 500 plaintes pour pratique commerciale déloyale. Entrent dans cette catégorie les appels publicitaires reçus malgré la présence de l'astérisque dans l'annuaire ou la tromperie dans le cadre d'achats en ligne.

coordonne les mesures cantonales et les procédures d'autorisation concernant le commerce itinérant, les activités foraines et l'exploitation des cirques.

800 collaborateurs

Le centre de prestations OA coordonne chaque année plusieurs milliers de dossiers. Il veille à ce que les affaires du Conseil fédéral et du Parlement transitant par le SECO progressent sans encombre et à ce que le SECO puisse se prononcer suffisamment en amont, dans le cadre de la consultation des offices, sur les affaires des autres services fédéraux. Le secteur Personnel gère quelque 800 collaborateurs en Suisse et à l'étranger et contribue à ce que le SECO soit perçu comme un employeur attrayant.

Dans le domaine financier, OA gère un budget annuel d'environ 1 milliard de francs et traite quelque 20 000 pièces comptables. Le secteur IT et Infomanagement garantit le déploiement des prestations informatiques aux collaborateurs. Le secteur Logistique veille pour sa part à la sécurité du cadre de travail et à la conformité des équipements de bureau pour que les collaborateurs puissent travailler de manière efficace et agréable. Le controlling et la coordination de la gestion des risques au niveau des offices relèvent également de sa responsabilité.

Pour la qualité et le commerce

Le Service d'accréditation suisse (SAS) évalue et accrédite les laboratoires d'essais et d'étalonnage, les organismes d'inspection et de certification, les producteurs de matériaux de référence et les organisateurs d'essais d'aptitude. L'accréditation

reconnaît formellement la compétence d'un organisme à effectuer des évaluations de la conformité selon des exigences déterminées. L'objectif de l'accréditation est de renforcer la confiance dans la compétence et les prestations de services des organismes accrédités. Leurs évaluations contribuent en retour à ce que les produits et les prestations examinés soient fiables en termes de qualité et de sécurité, et à ce qu'ils satisfassent ainsi à un standard technique minimum ainsi qu'aux exigences des normes et des lois. Le SAS est subordonné au SECO. Cependant, il prend ses décisions en matière d'accréditation de manière autonome et indépendante – en accord avec les prescriptions nationales et internationales en vigueur.



Nouvelle version de norme

Quelque 500 laboratoires ou 70 % de tous les organismes d'évaluation de la conformité accrédités par le SAS le sont conformément à la norme ISO/IEC 17025. Avec la publication de la nouvelle version ISO/IEC 17025:2017, la date d'expiration de l'ancienne version ISO/IEC 17025:2005, qui sert de base à l'accréditation, a été fixée au 30 novembre 2020.

L'objectif de la norme ISO/IEC 17025 est de renforcer la confiance dans le travail des laboratoires d'essais et d'étalonnage. Les exigences posées, qui sont contrôlables, leur permettent de travailler de manière professionnelle et impartiale et de fournir des résultats pertinents. Si des instruments de mesure de la qualité sont utilisés, ils doivent être étalonnés. On évite ainsi des erreurs de mesure et l'on accroît de ce fait la sécurité des processus de production et améliore la qualité des produits.

La fiabilité des laboratoires d'essais est essentielle dans de nombreux domaines: construction, transports, énergies renouvelables, sécurité des produits et des installations, télécommunications, compatibilité électromagnétique, métrologie, chimie et environnement, agriculture, protection de la santé des consommateurs, santé ou forensique. La confiance dans le travail des laboratoires accrédités contribue à la qualité de vie et à la compétitivité de l'économie.



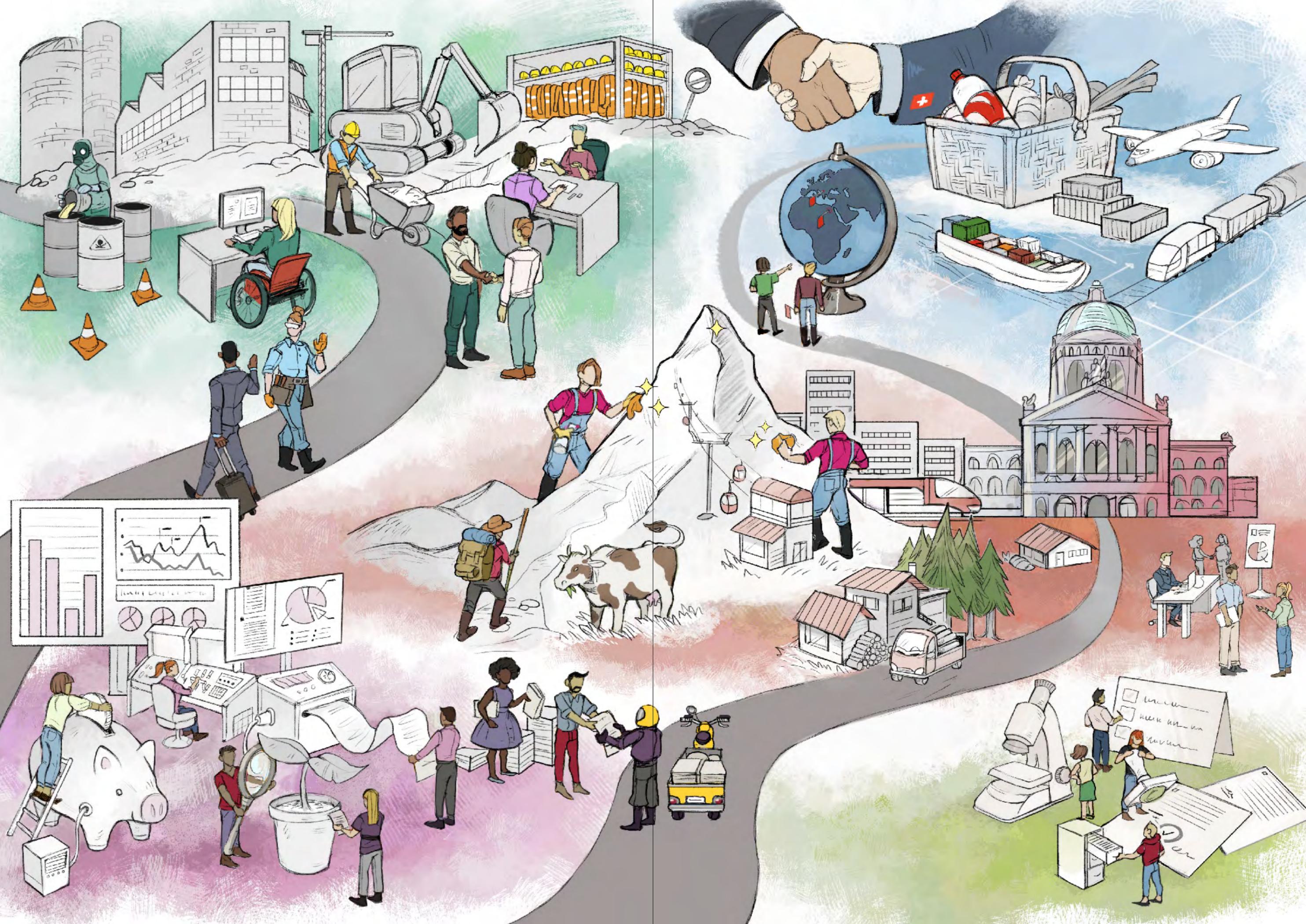
Les principales tâches en bref

- Accréditation des organismes d'évaluation de la conformité
- Gestion des affaires internes
- IT et Infomanagement
- Approvisionnement logistique de base
- Gestion des ressources financières
- Gestion du personnel
- Prestations juridiques et exécution (LCD, OIP et commerce itinérant)
- Gestion des risques



- www.seco.admin.ch/pratiques-commerciales-publicitaires
- www.sas.admin.ch

www.sas.admin.ch → Publications et prestations de service → Publications scientifiques



Impressum

Éditeur et copyright : Secrétariat d'État à l'économie SECO

Texte/rédaction/conception : SECO, unité de direction
Communication

Mise en page : SECO, Direction de la politique économique ; publica-
tions, infographie : Jonah Baumann

Crédits photos : Merlin photographie, Mike Niederhauser (membres
de la direction), Adobe Stock, Banque européenne pour la reconstruc-
tion et le développement (BERD), Keystone et Shutterstock (autres
photos)

Traduction: Service linguistique francophone, SG-DEFR

Commandes : info@seco.admin.ch

Cette publication paraît en allemand, français, italien et anglais.

www.seco.admin.ch/seco-un-portrait

